

Contre le renforcement du contrôle de l'immigration !

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
C.C.P. 2.202-22 Marseille
Chèque bancaire ou

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 254
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
19 nov. au 2 déc. 77

Contre l'intervention de l'impérialisme français au Sahara !

Bas les pattes du Maghreb !

Depuis l'intervention militaire au Zaïre par Maroc interposé, l'activité militaire de l'impérialisme français en Afrique n'a cessé de s'intensifier. Renforcement de la présence militaire au Tchad, pour veiller sur les zones stratégiques du Sahara (couloirs de communication nord-sud et est-ouest, chasses gardées uranifères du Niger). Renforcement du dispositif militaire à Djibouti pour « préserver l'indépendance de la jeune République face à ses puissants voisins » pris dans la tourmente guerrière (entendez : pour préserver les intérêts stratégiques français dans l'Océan indien). Accroissement substantiel des livraisons d'armes et de l'appui militaire au Maroc et à la

Mauritanie. Enfin, ces dernières semaines, mise en état d'alerte des troupes d'intervention (les 15.000 hommes de la 11^e division parachutiste et les 7.300 hommes de la 9^e division d'infanterie de marine, sans parler de leur soutien logistique), renforcement rapide des effectifs stationnés à la base française du Cap Vert au Sénégal et réactivation de la base d'Atar en Mauritanie ; et naturellement cette campagne militaire s'accompagne d'expulsions de résidents sahraouis et de militants marocains contre la guerre d'annexion menée par leur pays, ainsi que d'une campagne chauvine contre l'Algérie qui soutient le Front POLISARIO.

Le conflit saharien, qui a longtemps mûri, devait éclater avec le retrait de l'Espagne du territoire du Sahara occidental, convoité directement par ses voisins, le Maroc, la Mauritanie et l'Algérie, et, de plus loin, par la France.

De plus, le Maroc revendique depuis toujours la totalité des territoires qui se trouvent en gros à l'ouest du 8^e méridien, et ce jusqu'au Sénégal, ces territoires comprenant non seulement l'ancien Sahara espagnol mais également la Mauritanie et la région de Tindouf, actuellement sous contrôle algérien. L'Algérie vise pour sa part, sinon par annexion du moins par vasselage, un débouché sur l'Atlantique pour exploiter les richesses de la région de Tindouf et surtout, pour contrecarrer les desseins de Rabat qui briseraient l'équilibre du Maghreb à son détriment. La Mauritanie enfin est mue par une hantise : celle de son élimination en tant qu'Etat par le Maroc. Voici donc pour les voisins immédiats. Mais il ne faut pas oublier la France, qui a des intérêts impérialistes dans tous ces pays à la fois et qui ne peut donc pas ne pas être intéressée par le sort du Sahara espagnol, même si on fait abstraction des énormes richesses de ce dernier.

Or les rivalités entre le Maroc et l'Algérie permettent à la France de jouer sur les deux tableaux. Et elle n'a pas intérêt à un grand Maroc, qui pourrait se montrer trop indépendant par rapport à elle. Elle redouterait à plus forte raison une extension de la zone d'influence de l'Algérie, un pays qui a déjà malmené ses intérêts impérialistes et qui est de plus en plus en train de tomber sous la coupe économique des Etats-Unis, même s'il cherche, ce qui n'arrange rien, à compenser ce fâcheux destin par des clin d'œil militaires à la Russie.

Surtout, c'est la Mauritanie qui constitue la clé du dispositif stratégique fran-

çais dans toute cette région, outre le malheur qu'a ce petit pays de posséder les opulentes mines de fer de Zouérate qui, même « nationalisées », restent si chères à l'« indépendance nationale » de... la France éternelle. Ses vellétés d'indépendance par rapport à la France avec précisément la nationalisation de ces mines et la sortie de la zone franc à l'époque pompidolienne n'ont pas résisté à l'attrait des phosphates de Bou Craa et d'une extension territoriale. En effet son alliance surprise (surtout pour Boumediène !) avec le Maroc pour ces sordides raisons aggravait en contrepartie le risque d'une annexion dès lors qu'existait avec lui une frontière commune. Et qui d'autre que le chef de la bande, l'impérialisme français, pouvait dans ces conditions préserver le frêle Etat des assauts de son entreprenant voisin ? C'est ainsi que la naïve Mauritanie, qui croyait bien pouvoir, l'année dernière encore, se passer d'un resserrement des liens militaires avec la

DANS CE NUMERO

- Contre le renforcement du contrôle de l'immigration, pour l'union combattante des prolétaires !
- A la mémoire d'Andreas Baader et de ses camarades.
- La gauche, la « journée d'action » du 1^{er} décembre.
- Luttes sociales en Afrique : Tunisie, Afrique australe.

France réclamé avec insistance par Paris, se voit condamnée sans contrepartie au respect des accords militaires de 1973, à la suite des attaques sahraouies. Et sa dépendance est redevenue telle que Giscard a pu se permettre d'oublier dans un discours récent qu'elle possède un « gouvernement », selon l'étiquette internationale ; il a parlé des « autorités de Nouakchott », de coloniale mémoire...

(suite page 2)

Par delà les « journées d'action » diversion pour un front prolétarien de lutte !

Promise depuis la fin août comme le l'action syndicale, la journée nationale de festation CGT-CFDT-FEN est donc fixée

nec plus ultra de « apparaissant » ainsi, selon la formule du Monde du 9-11-77, grève et de mani- « comme devant marquer à la fois le début et la fin de la rentrée sociale 1977 ».

Courte « saison sociale » pour la bourgeoisie, qui s'en frotte les mains ! Longue saison en réalité pour les travailleurs, qui ont dû se battre, isolés, contre les licenciements massifs, la chasse aux « sans papiers » pour les immigrés, l'augmentation accélérée des prix, dont les directions syndicales ont reconnu lors de leurs rencontres nationales des 2 et 3 novembre, qu'elle représentait la seule réussite du plan Barre. Comme nous l'avons montré à plusieurs reprises dans ces colonnes, c'est le sabotage des luttes par les directions syndicales, leur appel constant à l'attentisme et à la paix sociale, avec le prétexte électoral à la rescousse, qui a été l'atout majeur, la condition de la réussite de ce plan anti-ouvrier.

Pourtant, sous la poussée matérielle de la crise, ça et là, la classe ouvrière bouge, bien que encore fractionnée, désorientée dans sa masse et menée en bateau par les promesses puis les brouilles d'une Gauche « divisée » peut-être mais toujours unie pour faire passer l'intérêt de la nation et de l'ordre bourgeois avant et contre les intérêts des prolétaires. Dans les foyers Sonacotra, à la Sécurité Sociale, dans les PTT (notamment PLM), où une grève spontanée a éclaté contre le licenciement d'un employé-stagiaire d'extrême gauche), à Renault, des mouvements se déclarent, parviennent à tenir ou même à s'étendre. De petites minorités d'ouvriers poussés à l'avant-garde de la lutte tendent à en assumer la direction consciente, parfois à en tirer des leçons générales de classe qui

dépassent son cadre de départ (Sonacotra). Même dans des entreprises comme Usinor où les travailleurs ont été soumis au double pilonnage du chantage aux licenciements massifs et de la propagande démobilisatrice de l'opportunisme qui fait miroiter un lointain plan de nationalisations au lieu d'organiser la riposte dans toute la sidérurgie, des grèves spontanées se déclarent depuis plus de 15 jours et tentent de se coordonner, malgré l'opposition des bonzes syndicaux. Partout, en effet, les travailleurs trouvent devant eux, non seulement un patronat offensif, mais le gendarme syndical, avec ses tactiques variées pour freiner ou dévoyer les luttes : les gendarmes, plutôt, car les directions CGT et CFDT se révèlent interchangeables dans ce rôle plus nettement que jamais, et ces dernières luttes démentent toutes les illusions sur une « moindre pourriture » de l'appareil CFDT.

Dans les chantiers navals, à Dubigeon, c'est la CFDT qui a assumé ouvertement le rôle de pompier social, et la CGT a pu se payer le luxe de jouer les durs, en refusant le vote pour la reprise du travail, et en préconisant verbalement la lutte ponctuelle dure dont la CFDT avait fait naguère un moment son drapeau. Mais c'est la CGT qui a empêché la solidarité des entreprises voisines de prendre un contenu réel, en détournant les ouvriers de la SNIAS de se rendre à Dubigeon, lors de la journée de soutien départementale (cf. Libération du 10-11), et, au niveau national, les deux Fédérations de la

Contre l'extradition de Klaus Croissant !

CONTRE L'INTERNATIONALE DES FLICS !
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE
DU PROLETARIAT !

A l'heure où nous remettons cette note à l'impression, nous ne savons pas si Klaus Croissant sera ou non extradé. Nous ne savons pas si l'Internationale des flics parviendra ou non à faire sauter, avec le « droit d'asile politique », encore un de ces restes de l'apparence d'un libéralisme que le renforcement toujours plus grand de la concentration de l'Etat, face à l'aiguïté des contradictions sociales, ne laisse plus subsister depuis longtemps que comme un atout dérisoire et mensonger.

Le prolétariat n'a pas à pleurer les « libertés perdues ». Il a encore moins à défendre une prétendue « indépendance de la justice » (comme invite à le faire Rouge dans ses colonnes !), comme si, même en respectant la fiction de la séparation des pouvoirs, l'Etat bourgeois n'était pas par nature anti-prolétarien.

Il doit surtout rester sourd aux sirènes chauvines qui cherchent à canaliser ses réactions dans le sens de l'« indépendance nationale », comme cela a été le cas au meeting du 26 octobre à la Mutualité.

Si l'orientation donnée aujourd'hui aux meetings et aux manifestations tombe dans tous ces pièges démocratiques, chauvins et bourgeois, cela est dû essentiellement à la soi-disant extrême gauche qui, surtout depuis l'« affaire des comités de soldats », n'est plus capable de faire le moindre mouvement sans les partis opportunistes et sans les avocats à la mode, les intellectuels du spectacle et les généraux en retraite en mal de public, les Binoche, Bollardière et autres Sanguinetti. Voici donc les nouvelles figures de proue de la lutte prolétarienne !

Pour notre part, nous luttons contre l'extradition de Klaus Croissant, comme nous l'avons fait contre celle de Detlev Schultz, en liant cette lutte au besoin de mettre en œuvre, contre la répression bourgeoise et l'Internationale des flics, la solidarité de classe par dessus les frontières, et en agissant ainsi pour la renaissance de la seule force qui puisse s'y opposer efficacement et, dans le même temps, se préparer à en finir avec l'ordre bourgeois : le prolétariat international.

RÉUNIONS PUBLIQUES

● A LILLE

Dimanche 27 novembre à 10 h
27, rue Adolphe

● A PARIS

Vendredi 25 novembre à 20 h 30
Salles Lancry, 10, rue de Lancry
75010 Paris (Métro République)

● A TOULOUSE

Mercredi 23 novembre à 21 h
Cité de l'Arsenal, Bât. C

Terrorisme, démocratie
et communisme

(suite page 4)

La fausse opposition de la gauche à l'intervention

Les partis de gauche ont pris, dans un communiqué commun, et les confédérations syndicales à leur suite, leurs distances par rapport au gouvernement et donné l'illusion qu'ils s'opposaient ainsi au crime de l'intervention française. Mais, outre le fait qu'il s'agit de déclarations purement parlementaires, les motifs avancés par la gauche sont, dans l'ordre, les suivants : 1) l'attitude du gouvernement ne favorise pas la libération des otages, 2) elle ne respecte pas le droit à l'autodétermination des peuples de la région et nous les aliène, 3) elle n'est donc pas conforme à l'intérêt national.

Il est clair que : 1) le respect de la vie des otages signifie que l'on cache au prolétariat le but de rapine et de maintien de l'ordre impérialiste de l'intervention en acceptant ses pseudo-justifications morales. 2) Pour ce qui est de l'auto-détermination, elle est dans la bouche de la gauche un principe qui n'en est pas un et qui sert à cacher son rôle d'entre-metteuse, pour sauvegarder les intérêts français en Algérie, étant donné que ce même « principe » est refusé en pratique pour les TOM-DOM, où il ne saurait pour ces partis être entendu autrement que comme un statut dans le cadre des « institutions de la république ». 3) Il s'en suit donc logiquement que le fameux « intérêt national » n'est rien d'autre (on le savait déjà !) que l'intérêt de l'impérialisme français.

Les communistes véritables doivent combattre avec la plus grande énergie tous ces partis qui prennent la défense de l'impérialisme sous couleur de socialisme. Ils doivent avancer l'exigence de la lutte avec des méthodes de classe contre l'intervention, contre la tentative de briser la résistance sahraouie et pour le retrait immédiat des troupes françaises d'Afrique et des colonies.

*

Le manque de place ne nous permet pas d'aborder la critique de l'attitude des groupes d'extrême gauche, mais nous y reviendrons dans le prochain journal.

Bas les pattes du Maghreb !

(suite de la page 1)

Et les populations sahraouies, dans tout cela ? Elles ont mené déjà dans le passé des luttes magnifiques contre les colonisateurs espagnols et français. Elles ont ensuite lutté avec les populations du sud-marocain contre la monarchie chérifienne (ce qui donne à des organisations marocaines d'« opposition » un prétexte fallacieux pour revendiquer leur appartenance à la nation marocaine !). Dans leur lutte contre le colonialisme espagnol, elles n'ont pas trouvé l'appui de l'Algérie jusqu'à la veille de la signature des accords de Madrid de novembre 1975 qui livraient le territoire au Maroc et à la Mauritanie, sous la haute protection de la France. Jusque-là, en effet, Boumediène était trop occupé à chercher à recevoir le gâteau saharien des mains de Franco, et à s'entendre pour son partage avec Hassan, son frère proclamé en Allah, tandis qu'il s'occupait en même temps de décourager les envies de Moktar Ould Daddah comme prix de sa protection contre la voracité de Rabat.

En l'absence de lutte sociale consistante dans la métropole, qui aurait pu l'aider à desserrer l'étau qui l'étreint, le mouvement d'indépendance sahraoui a cherché à établir une fédération avec la Mauritanie. Puis, quand cette dernière tomba dans l'alliance franco-marocaine, il était concevable qu'il demande l'appui empoisonné de l'Algérie. Cette dernière est le seul Etat qui puisse aujourd'hui l'aider à lutter contre le Maroc parce qu'il y trouve — et tant qu'il y trouve ! — son intérêt pour d'innombrables raisons économiques, militaires, stratégiques et sociales, mais il va sans dire, toutes aussi bourgeoises et intéressées et aussi peu socialistes les unes que les autres en dépit des proclamations de sa propagande officielle contre les dangers qui menaceraient « les acquis de la révolution ».

C'est dans ces conditions extrêmement défavorables pour les masses les plus exploitées, qui participent sans arrière-pensées à la lutte armée pour survivre, qu'ont pu se hisser sans difficultés à la direction de leur lutte les notables et les castes traditionnelles qui ne prennent

l'habit du modernisme que pour parvenir à limiter la lutte à un statut politique négocié au prix de toutes les compromissions, comme l'illustre la démarche effectuée en septembre à Madrid par l'émissaire du POLISARIO Ibrahim Hakim pour marchander avec l'ambassadeur du Maroc une entente sur le dos de la Mauritanie.

Ce n'est pas nous qui nous plaindrons, bien au contraire, que le POLISARIO ait visé juste en attaquant au point faible, la Mauritanie, et en dévoilant en même temps que son interlocuteur réel est bien l'impérialisme français. En contrepartie, ce dernier ne serait pas lui-même s'il renonçait à sa stratégie criminelle, dont la clé est le maintien en vie d'un Etat à ses ordres, hors de l'orbite du Maroc comme de l'Algérie. C'est pourquoi il n'a pour l'instant aucun intérêt à reconnaître le POLISARIO, du moins tant qu'il peut espérer faire survivre le régime de Ould Daddah.

C'est en ayant présent à l'esprit ce jeu complexe d'intérêts contradictoires, aux équilibres fuyants et qui risquent toujours d'être remis en cause par la farouche détermination des combattants sahraouis poussés à la révolte par l'implacable pression que la concentration des appétits rivaux suscite sur leur sol, qu'on peut comprendre le drame actuel.

C'est ce jeu qui explique pourquoi la pression militaire française sur la région s'accompagne d'un tel ballet diplomatique entre toutes les capitales, ballet dans lequel Paris cherche à profiter alternativement des menaces marocaines d'exercer un droit de suite à Tindouf et des proclamations antimonarchistes de l'Algérie.

Mais c'est aussi lui qui permet de comprendre l'attitude de l'opposition de gauche, social-impérialiste, qui, tout en donnant au gouvernement tous les moyens politiques d'accroître le budget militaire et de figoler le dispositif logistique des troupes d'intervention, feint de s'indigner de la politique hostile au POLISARIO. Mais seule une telle attitude peut permettre à l'impérialisme français de préserver ses intérêts en Algérie et, si demain le vent tournait à Nouakchott, dans un nouvel Etat des sables, quitte à tenir Dakar en haleine avec sa

revendication de la Mauritanie noire... Le ministre des affaires étrangères algérien Boutéflika ne fait donc que lever le voile sur un coin de la vérité lorsqu'il demande à la France, qui agresse pourtant littéralement toute la région, d'y intervenir en « modérateur » (déclaration au Monde du 12-11) !

Quoi qu'il en soit, le vrai résultat des événements présents sera bien le retour en force de l'impérialisme français dans une Mauritanie qui n'a d'autre solution que d'accepter ce cours pour se protéger de la présence inopportune de 1.000 soldats marocains montant la garde sur la ligne de chemin de fer qui va de Zouérate à Nouadhibou, et de la faillite provoquée par la guerre.

Dans tous les pays concernés par le partage de la région, du Maroc à l'Algérie, et de la Mauritanie à la France, les disputes signifient une pression politique accrue sur la classe ouvrière. C'est vrai également en France où elle s'accompagne d'une exaltation du militarisme et de l'impérialisme et d'un appel aux prolétaires à considérer leurs frères de classe étrangers comme des ennemis, particulièrement les travailleurs algériens, ce qui représente un risque de plus grande division des rangs ouvriers et donc de moindre résistance aux attaques de la bourgeoisie.

C'est la raison pour laquelle, dans tous les pays concernés, la seule position réellement communiste et internationaliste ne peut être que la lutte contre les rapines et l'oppression de « sa » propre bourgeoisie, même dans la petite Mauritanie où le jeune prolétariat doit aussi se protéger de la pression plus forte de l'impérialisme français.

Mais la responsabilité politique la plus grande revient, parce qu'ils sont au cœur de la forteresse ennemie, aux prolétaires français. Ils faciliteraient considérablement la tâche de leurs frères du Maghreb et ne peuvent aider à la soudure des rangs internationaux de la classe ouvrière qu'à la condition d'accueillir l'intervention française au Maghreb comme un appel à la lutte intransigeante de classe contre l'impérialisme français et ses valets opportunistes.

Luttes sociales en Afrique

● La révolte en Afrique australe et l'hypocrisie des impérialistes

Après le meurtre en prison du leader noir Steve Biko, le gouvernement sud-africain a interdit deux journaux et dix-huit organisations hostiles à l'apartheid. De nombreuses arrestations ont eu lieu. Il s'agit, écrit *Le Monde* du 21 octobre, d'une vague de répression d'une ampleur sans précédent depuis l'interdiction en 1960 du Congrès national africain.

Aussitôt les métropoles impérialistes, drapées dans leur bonne conscience, se sont émues devant cette nouvelle « atteinte aux droits de l'homme ». Washington s'est indigné que l'on « supprime la liberté d'expression des porte-parole des aspirations des Noirs d'Afrique du Sud », Londres a déploré des mesures « contraires à nos idéaux les plus chers de libertés individuelles et d'expression », Paris a accusé le gouvernement de Pretoria de s'attaquer « une fois encore à ceux qui luttent pour la justice ».

En réalité les unes comme les autres se foutent éperdument de la justice. Elles craignent pour leurs intérêts :

1) économiques : « L'Afrique du Sud, rappelle le *Matin* du 1^{er} novembre, c'est le premier producteur du monde occidental de platine, le deuxième pour le diamant, le troisième pour l'uranium et le chrome. Le sous-sol sud-africain recèle pratiquement les trois quarts des réserves occidentales en or, chrome, platine et manganèse ».

2) financiers : « 11 milliards de francs d'investissements pour la Grande-Bretagne, plus de 7 milliards pour les USA, 4 milliards pour la France en 1974 » (*J'informe* du 7 novembre).

3) stratégiques : à cause, entre autres, de la route du pétrole.

Tout le monde sait que tôt ou tard la suprématie blanche prendra fin en Afrique australe.

Les derniers événements prouvent, s'il en était besoin, que les blancs d'Afrique du Sud ne tolèrent aucune opposition même modérée. « C'est à l'insurrection et à la guerre civile que l'aveuglement de M. Vorster et de ses amis risque de conduire les adversaires de l'apartheid » (*Le Monde* du 21 octobre).

Il s'agit donc pour les grands impérialis-

mes de ne pas hypothéquer l'avenir. C'est ce qui explique la comédie qui s'est jouée sur la scène internationale. Le 24 octobre Carter déclarait : « Il y a divers types de sanctions possibles : celles qui frappent les ventes d'armes, et celles de nature économique », mais le 31 les Etats-Unis (et avec eux la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne fédérale et le Canada) opposaient leur veto à trois résolutions de pays africains réclamant un embargo obligatoire sur la fourniture d'armes à Pretoria, l'interdiction de toute coopération dans le domaine nucléaire et des sanctions économiques. Le 4 novembre cependant on arrivait à un compromis. D'accord pour l'embargo sur les armes, mais pas de sanctions économiques.

Or tout le monde sait que pour ce qui est de l'embargo sur les armes son effet sera nul. Sur le plan extérieur parce qu'il existe depuis 1963 un accord avec les Occidentaux aux termes duquel l'embargo serait levé « si un effort commun de défense apparaissait nécessaire pour maintenir la paix et la sécurité internationale » (*Le Monde* du 29 octobre). Sur le plan intérieur, parce que « l'Afrique du Sud produit la plupart des armes dont elle a besoin pour ses opérations de sécurité. Elle dépend des autres pays pour certains équipements avancés qui ne sont pas utilisés normalement dans les opérations anti-guérilla ou dans la lutte urbaine » (*The Economist* du 5 novembre).

Mais demain chacun pourra faire valoir, pour continuer à faire des bénéfices en Afrique, qu'il a mis l'embargo sur les ventes d'armes à destination du pays de l'apartheid.

« Pour assurer l'accès aux matières premières et aux routes maritimes, il faut, a conclu l'an dernier l'administration Ford, [mais naturellement Schmidt et Callaghan, Giscard et quelques autres sont arrivés à la même conclusion], soutenir les revendications d'égalité raciale dans l'espoir que les gouvernements noirs qui viendront au pouvoir en Afrique australe seront les amis des Etats-Unis [de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne fédérale, etc.]. Une telle politique produira des effets positifs en améliorant les relations avec le reste de l'Afrique noire, marché potentiel de 200 millions de personnes, et source importante de produits de base » (*Business Week*, 14 février 1977).

« Nous détestons l'apartheid », a dit Carter le 24 octobre dernier. Pas assez pour faire plier Vorster. Pas assez non plus pour arriver à faire croire pendant longtemps que lui et ses compères européens sont bien les champions de l'« Afrique aux Africains ».

● Salut aux prolétaires tunisiens en lutte !

La révolte des prolétaires tunisiens est celle d'un prolétariat jeune, exproprié de fraîche date et jeté dans une accumulation qui pour être « socialiste » n'en est pas moins féroce. Les travailleurs de ces petits pays ressentent également de façon plus aiguë les effets de la crise internationale. La vigueur de leur réaction est exemplaire : c'est parce qu'elle s'inscrit dans la dynamique d'un processus d'agitation qui ne date pas d'aujourd'hui que la misère effroyable dont ils sont victimes n'abat pas ces travailleurs mais les mobilise.

C'est la quasi-totalité des centres industriels du pays qui est touchée : Tunis, Sousse, Medenine, Beja, Kairouan, Bizerte, Nabeul, Gafsa, Gabes, Sfax... ; la quasi-totalité des branches : bâtiment, textile, métallurgie, pétrochimie, hôtellerie... ; l'ensemble des ouvriers du secteur minier : mines de Metlaoui, Redeyef, Oum-el-Arais, M'Dillah, Shib, Kalaa-Kasbaa...

Les manifestants — les étudiants sont venus rejoindre les ouvriers — se sont attaqués à des objectifs qui révèlent bien que leur mécontentement dépasse le simple plan économique : c'est directement au comité de coordination du Parti Socialiste destourien, aux casernes des brigades de l'ordre public, aux commissariats qu'ils s'en sont pris « en scandant des cris hostiles au régime » relève *Le Monde* du 11-11-77.

Le paternalisme essoufflé d'Habib Bourguiba, le benio-uïisme du syndicat officiel, dont le secrétaire général appartient évidemment au même parti destourien conspué par les manifestants, auront du mal à venir à bout de la vague sociale. Et ce d'autant plus qu'ils n'ont pas, comme le voisin algérien, l'alibi d'incidents de frontières pour ressouder une unité nationale bien compromise, ce dont les militants révolutionnaires ne peuvent que se réjouir !

Extrait d'une feuille diffusée par nos camarades en Algérie :

Non aux mots d'ordre du chauvinisme !

La vie politique en Algérie est marquée actuellement par des campagnes d'excitation chauvine orchestrées par le parti FLN avec « manifestations populaires spontanées » comme celle du 7 novembre à Alger à l'occasion des menaces françaises d'intervention au Sahara occidental.

Il va sans dire que ces campagnes chauvines rencontrent l'approbation totale des réformistes du PAGES (Ex-Parti Communiste d'Algérie, de triste mémoire) qui ont toujours masqué les véritables motifs qui guident le régime de Boumediène dans la question du Sahara Occidental.

Il n'est pas inutile de rappeler le contexte social dans lequel se déroule l'actuelle mobilisation chauvine lancée par les sbires de Boumediène : la période que traverse aujourd'hui la société algérienne est caractérisée par une montée très nette des luttes ouvrières (voir les grèves qu'a connues Alger cet été). Pour endiguer le flot de la colère populaire le pouvoir a jugé nécessaire de décider une augmentation générale des salaires, une augmentation qui non seulement ne correspond pas au coût de la vie mais qui aggrave encore le fossé existant entre hauts et bas salaires.

Mais le pouvoir bourgeois sait fort bien que l'accumulation du capital et l'amélioration constante du niveau des masses travailleuses sont deux choses contradictoires, antagoniques. La bourgeoisie peut se servir d'une augmentation démagogique des salaires pour barrer la route à la lutte de classe, mais ce sur quoi elle compte surtout, c'est sur ses organisations de masse, UGTA en tête. Boumediène n'a-t-il pas déclaré dans son dernier discours devant les cadres syndicaux : « Nous avons besoin d'une direction des travailleurs qui puisse se hisser au niveau des exigences de l'étape actuelle de développement et d'élargissement de la base », c'est-à-dire qui collabore activement à l'effort productiviste (voir *Le Proletaire* n° 251).

Les prolétaires conscients de leurs intérêts de classe ne peuvent que combattre les mots d'ordre du chauvinisme qui ne servent qu'à l'ennemi de classe !

A la mémoire d'Andréas BAADER et de ses camarades

Le marxisme est à cent lieues de tout idéalisme culturaliste. Ce dernier s'imagine que le prolétariat se met en mouvement à la suite de son prêche moralisateur, à la suite de son œuvre d'illumination des consciences. Le marxisme au contraire voit la lutte révolutionnaire comme l'unification vivante du mouvement réel et du parti. Une telle fusion ne se réalise qu'à travers un processus long et difficile, au cours duquel les solutions intermédiaires offertes à la lutte par des courants idéalistes, spontanéistes, immédiatistes, etc., sont dans l'ensemble surmontées et dépassées. C'est aussi au cours de ce processus que les éléments sains — c'est-à-dire accessibles à l'unique science de la révolution — qui avaient cru trouver dans ces solutions une réponse aux exigences réelles de la lutte contre la société bourgeoise, sont assimilés et encadrés par le mouvement prolétarien et par son organe de direction, le parti.

Le marxisme est la théorie prolétarienne parce qu'il est — et il l'a déjà prouvé historiquement, expérimentalement — la science de la lutte du prolétariat. Science de ses buts, de ses exigences et des conditions de sa victoire, c'est-à-dire de sa méthode et de ses principes. Notre petit parti s'affirme comme parti communiste parce qu'il est le seul à pouvoir redonner à la classe l'intégralité de sa doctrine et de ses principes, après un long cours historique défavorable où il a tiré, à leur lumière, le bilan historique de la dernière vague révolutionnaire et surtout de la contre-révolution, et parce qu'il agit sur ces bases solides.

Seuls des professeurs de marxisme, qui sous-estiment les effets destructeurs de la contre-révolution parce qu'ils sont impuissants à comprendre le parti comme cœur et cerveau du mouvement de classe, sont aussi incapables d'imaginer combien il faut d'efforts, d'espoirs déçus et de reculs provisoires, de sacrifices et d'héroïsme pour que puisse se reconstituer le mouvement prolétarien et, inséparablement, l'unité momentanément détruite entre théorie communiste et action des masses ouvrières.

Cette douloureuse remontée exige un certain niveau et une certaine continuité des luttes ouvrières qui puissent pousser des groupes de prolétaires à organiser leurs camarades. Mais il est tout à fait naturel qu'elle se manifeste d'abord par les coups de tête des couches les plus marginales de la classe ouvrière et même des couches intermédiaires, où le dispositif contre-révolutionnaire et ses amortisseurs sont moins complets et moins efficaces.

Les prémisses de la reprise de classe comptent aussi nécessairement des tentatives de groupes révolutionnaires — non exclusivement composés de prolétaires — propulsés vers l'avenir par la pression du capitalisme, à travers les fissures que les antagonismes de ce dernier provoque dans sa carapace protectrice. Ces groupes peuvent retrouver, dans leur trajectoire, certaines positions du marxisme, même s'il est fatal qu'ils ne puissent les lier entre elles par ce ciment fécond que seul peut donner une tradition de militantisme révolutionnaire.

Il est inévitable que ces tentatives se multiplient, mais aussi qu'elles apparaissent dès l'abord dans la plus extrême confusion, sous les manteaux idéologiques les plus divers. Il est inévitable qu'elles poussent à l'absurde les tendances des courants politiques existants en prenant appui sur ce qu'ils représentent des exigences réelles de la lutte. Il est inévitable qu'elles expriment le plus souvent un besoin de la lutte parmi d'autres, en l'hypertrophiant au risque de le rendre méconnaissable.

Nous savons, nous qui avons durement lutté pour défendre et préserver nos armes théoriques de classe, que seule l'action de parti peut permettre de fusionner tous ces éléments. Mais c'est en revendiquant les besoins auxquels ils répondent tout en les débarrassant des aspects fantastiques sous lesquels ils se présentent généralement ; c'est en les fondant dans une action coordonnée de classe, c'est-à-dire dans une action donnant leurs véritables proportions aux différents besoins de la lutte prolétarienne et reliée aux objectifs finaux du communisme.

Mais malheur à nous si nous ne voyions dans les premiers frémissements de la vie que le fumier sur laquelle elle apparaît ! Malheur à nous si nous ne voyions dans ces élans répétés que la caricature de la lutte qu'ils sont encore, que la « laideur » de l'embryon sans y discerner la promesse qu'il renferme ! Le mort saisit le vif, mais ce dernier tire le premier dans son mouvement, se réfugie encore sous ses traits hideux pour ruser avec un ennemi qu'il sait impitoyable. Malheur aux moralistes qui voudraient l'écraser du pied parce qu'il n'apparaît pas d'un coup dans sa forme idéale ! Ceux qui ne l'aident pas à prendre des forces ne le reconnaîtront pas quand il sera débarrassé des scories de la contre-révolution.

*

C'est avec cet esprit anxieux que nous avons suivi la tragique épopée d'Andreas Baader et de ses camarades, qui ont participé à ce mouvement, celui de la lente accu-

mulation des prémisses de la reprise prolétarienne, malgré toutes sortes de confusions et d'aberrations inévitables.

Nous avons sous les yeux un texte écrit par Ulrike Meinhoff et Andreas Baader en 1976, « Projet pour un autre procès », qui a paru dans *Libération* du 26-10. Il nous suffira pour faire pièce à toutes les insultes qui ont été proférées contre eux par les philistins déguisés en révolutionnaires, qui ont eu le culot de renvoyer dos à dos Schmidt et Baader sous prétexte que les « objectifs » et les « méthodes » des terroristes « ressemblaient trop » à ceux de nos exploités et que les terroristes auraient « méprisé » les prolétaires.

Nous ne répondons pas ici à la première calomnie car nous l'avons fait déjà suffisamment par ailleurs en montrant comment elle est une promesse faite à la bourgeoisie de paralyser demain la lutte ouvrière. Quant à la seconde, elle vient du fait que Baader et ses camarades ont affiché cette idée que la cause de l'apathie du prolétariat d'Europe résidait dans son embourgeoisement. Il s'agit assurément chez eux d'une interprétation moraliste et idéaliste, non marxiste par conséquent, de la passivité de la classe ouvrière dans certaines périodes de l'histoire. Il n'est pas inutile de rappeler que Marx, Engels et Lénine avaient déjà trouvé l'explication de ce phénomène pour les couches supérieures du prolétariat, l'aristocratie ouvrière, dans la participation aux miettes qui tombent des festins impérialistes. Pour ce qui est de la passivité des larges couches ouvrières, elle est le résultat d'un ensemble de facteurs au nombre desquels il ne faut pas oublier les conséquences à long terme des défaites subies dans la contre-révolution la plus terrible de l'histoire.

Personne ne pourra enlever à Baader et à ses camarades le courage d'avoir déclaré la guerre à l'impérialisme et à l'opportunisme, même si le combat était théoriquement bien trop inadéquat et pratiquement bien trop inégal. Lisons quelques extraits du texte cité :

« Notre ligne est : l'ennemi principal, ce sont les USA. Donc, dans cette optique, la première ligne de démarcation, ou mieux, le front, c'est le conflit Nord-Sud, — où se déroulent les affrontements armés entre prolétariat mondial et impérialisme américain. C'est dans les métropoles que se développe la deuxième ligne de démarcation [...]. Il est nécessaire de transformer ces démarcations en un véritable front, c'est-à-dire en une confrontation politico-militaire ».

L'exigence réelle de la lutte prolétarienne que nous ne pouvons, nous marxistes, que revendiquer dans cette orientation, malgré

sa vision erronée de l'impérialisme, c'est celle de porter la lutte qu'ont menée les masses de prolétaires et de paysans pauvres du tiers monde, au cœur même de l'impérialisme. Cette exigence fait même partie de ce qu'en sacrifiant à la mode, on pourrait appeler la « perspective stratégique » du communisme, qui est l'alliance dans la lutte contre l'ennemi commun du prolétariat des métropoles impérialistes et des masses exploitées des pays asservis. Or, si nous avons affirmé cette revendication en théorie, la coupure provisoire de la théorie et de l'action prolétarienne, réalisée par la mise en sommeil brutale de cette dernière, laissait-elle une possibilité au mouvement réel lui-même, surtout dans ses franges petites-bourgeoises, d'affirmer cette exigence autrement que sous la forme du geste héroïque mais impuissant ?

Il est presque inutile de rappeler que l'action de Baader et de ses camarades contre le dispositif logistique américain pour la guerre du Viet Nam a été un des rares gestes de solidarité pratique avec les luttes anticoloniales, une de ces rares bouffées d'oxygène dans une atmosphère étouffante. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il ait trouvé une formidable résonance aussi bien en Indochine qu'en Palestine, ce qu'oublie aujourd'hui dans leur condamnation honteuse des « objectifs » et des « méthodes » du terrorisme, ceux qui ont applaudi hier à ce geste — ce qui montre dans quel abîme ils sont tombés en l'espace de quelques années.

Naturellement, l'exigence de la soudure entre les luttes dans les métropoles et les luttes anti-impérialistes s'accompagne ici d'une théorie fautive, ou plutôt d'une théorisation de la période où le centre de gravité de la lutte sociale se trouvait dans les continents asservis, où elle suivait le cycle des révolutions nationales contre les vieilles classes et l'impérialisme. Il est sans doute juste de dire que Baader et ses camarades n'ont pas compris la capacité et le formidable potentiel de lutte que représente le prolétariat des métropoles impérialistes dont nous attendons le retour à la lutte dans la période historique ouverte par la crise mondiale, ce qui devrait déplacer de nouveau dans les métropoles le centre de la lutte révolutionnaire et permettre que les coups portés à l'impérialisme soient cette fois mortels.

La théorie de Baader-Meinhoff se fait bien l'écho d'un retour à la lutte du prolétariat des métropoles et, en tout cas, de son urgence, mais en transférant cette exigence sur le plan idéaliste de l'action héroïque, qui se substitue non seulement aux forces objectives qui peuvent conduire à ce retour, mais également au facteur subjectif, le parti, qui seul

peut guider ces forces objectives vers la destruction de la société bourgeoise.

C'est dans cette incompréhension de la dialectique profonde de l'histoire, qui leur a fait également voir la concentration de l'Etat bourgeois et l'internationalisation de la répression (qu'ils appellent le « nouveau fascisme ») sans contradiction où pourrait jouer la lutte révolutionnaire, qu'il faut chercher l'espoir insensé de réveiller de sa torpeur le prolétariat (car il s'agit bien de lui), par l'action exemplaire, ce qui est de l'idéalisme de la plus belle eau. Voici un autre extrait significatif :

« Le moment central qu'il s'agit de mettre en évidence, c'est qu'à partir du moment où on a déterminé la réaction comme processus organisé et projet sur le plan international, la stratégie révolutionnaire doit être internationaliste. Ainsi donc, si l'on a pu dire que l'analyse politico-économique de la situation d'aujourd'hui coïncide avec le schéma conceptuel marxiste, cela signifie concrètement que la stratégie du Manifeste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! », a retrouvé un nouveau ferment sur le plan de l'organisation dans la guérilla qui anticipe sur la reconstruction internationale de la politique prolétarienne. La forme d'organisation de l'internationalisme prolétarien dans les centres du capital sera la guérilla dans les métropoles ».

C'est ainsi que les exigences ressenties, bien que dans une forme idéaliste et moraliste, de l'internationalisme et de la nécessité de la violence contre l'impérialisme, se traduisent dans la théorie tout à fait classique du terrorisme excitatif qui remplace le parti par l'organisation de la lutte armée. Le parti communiste véritable ne pourra intégrer les poussées du mouvements réel qu'en revendiquant — et non en condamnant — ces exigences et en montrant qu'on ne peut y répondre de façon conséquente et appropriée qu'en construisant le parti qui pourra utiliser la violence et le terrorisme dans une action collective et internationale de classe. Et il ne pourra le faire qu'en combattant tous les romantismes et tous les idéalismes, spontanéistes ou terroristes.

La lutte prolétarienne devra connaître d'autres martyrs au cours de sa longue et difficile remontée du précipice où l'a projeté la contre-révolution. Mais elle renaitra, si elle sait tirer les leçons des sacrifices de ceux qui sont tombés en cherchant à retrouver la voie du communisme. C'est parce qu'ils sont morts ainsi, — honte aux adorateurs de la révolution propre, belle et aseptisée ! —, que Baader et ses camarades, se sont mis de notre côté de la barricade dans la lutte contre le capitalisme.

Dans les marais de l'union de la gauche

La querelle PC-PS continue

La querelle de la Gauche va bon train. Pendant que le PC clame bien haut que le PS « a viré à droite » et que lui, PC, n'est pas prêt à aller au gouvernement pour « gérer la crise », le PS réplique à son compère qu'il est attiré par un compromis historique que la française et ajoute, scandalisée, que le PC voulait lui faire assumer la responsabilité de la police et de l'impôt dans le gouvernement de gauche. Comme si le maintien de l'ordre pouvait effrayer les émules de Jules Moch !

En fait le PS n'a pas viré à droite pour la bonne raison qu'il n'a jamais abandonné la collaboration des classes. Quant au PC, il est tout aussi prêt à gérer la crise que le PS, avec ou sans « compromis historique », tout comme les partis-frères italien ou espagnol.

En fait les attaques du PC contre le PS devraient permettre au « parti des travailleurs » de redorer un blason bien terni par la succession accélérée des compromissions ouvertes, des aveux de sa nature bourgeoise, démocratique, non prolétarienne et non communiste.

Mais que propose-t-il concrètement aux travailleurs ? Rien. L'idée que les nationalisations pourraient entraîner une amélioration de la condition ouvrières fait long feu. Les « mesures sociales » proposées sont misérables. Quant aux perspectives politiques elles ne sont pas faites pour enthousiasmer la classe ouvrière. Après avoir appelé au calme social au nom de l'« unité de la gauche », présentée comme transition au socialisme, voilà qu'avec la rupture il n'y a pas d'autre perspective que la lutte — avec justement le PS et le MGR tant dénoncés — pour approfondir la démocratie !

Et que font les gauchistes pendant ce temps ? Au lieu d'en profiter pour appeler à la lutte de classe ouverte, ils continuent à se lamenter sur la rupture de l'union de la gauche. Certes, disent-ils, le programme

commun ce n'est pas grand chose, mais on peut lui donner un contenu révolutionnaire. Ainsi ils essaient de ramener dans le droit chemin réformiste tous les prolétaires qui commencent à se rendre compte qu'on les conduit dans une impasse. Mais là aussi la sauce finira bien par avoir du mal à prendre. Le travail des marchands d'illusions en tous genres — réformistes officiels et « révolutionnaires » voiture-balai de l'opportunisme — va devenir de plus en plus difficile.

L'OCI à la rescousse de l'union de la gauche

La querelle PC-PS qui, comme nous l'avons montré précédemment, a jeté un certain désarroi dans la LCR, conduit plus que jamais l'OCI à pousser sa caricature du « front unique » et du « gouvernement ouvrier » jusqu'à l'absurde. Car l'OCI, plus encore que les autres groupes trotskystes, présente le « gouvernement-ouvrier-sans-ministres-bourgeois » (entendez : sans les radicaux de gauche) comme la condition nécessaire et automatique du processus révolutionnaire. Pour l'OCI, cela fait quelques années que « la révolution prolétarienne a commencé en Europe » et elle attend d'une majorité PC-PS une « impulsion fantastique » de la lutte des masses. Mais voilà-t-il pas que PC et PS se chamaillent : l'impulsion va manquer et la révolution va s'arrêter ! « Les masses ne toléreront pas... ! » proclame l'OCI. Par sa presse et ses tracts, ses interventions, ses meetings et, ne reculant pas devant les moyens suprêmes, par la... signature de pétitions, elle pousse au rafistolage de l'Union de Gauche et à sa victoire électorale.

L'absurde, c'est qu'elle le fait tout en critiquant ces partis et leur programme. Dans un de ses tracts elle dénonce le Programme Commun (revu ou non) comme un programme de gestion du capitalisme (et donc forcément contraire aux intérêts même immédiats des ouvriers) et elle montre que ni PC ni PS

ne veulent le moins du monde remettre en question la société bourgeoise (ce qui, en réalité veut dire qu'ils la défendent).

La conclusion évidente de ce fait, c'est nous, communistes, qui l'indiquons aux ouvriers : Pour se défendre réellement, même au niveau des luttes immédiates, contre la bourgeoisie et son Etat, pour l'attaquer à son tour et, a fortiori, pour renverser sa domination, le prolétariat se heurte et se heurtera inévitablement à ces partis faussement ouvriers qui sont leurs agents ; il devra secouer leur influence et leur encadrement, il devra les briser et les balayer de sa route.

L'OCI tire une conclusion inverse, et elle essaie de cacher son absurdité sous la violence verbale : Les masses veulent que les contre-révolutionnaires dirigent la révolution ! Les masses réclament des agents de la bourgeoisie qu'ils se mettent à leur tête et réalisent leurs revendications ! Les masses ne toléreront pas que les laquais de la bourgeoisie refusent de gouverner ! Les masses demandent aux traîtres de trahir jusqu'au bout ! Les masses exigent que ceux qui veulent les asservir au capital s'unissent et les asservissent, comme ils l'ont fait hier et mieux qu'ils ne le font aujourd'hui !

Pauvres masses, auxquelles l'OCI attribue son propre crétinisme tactique ! Si, effectivement, les masses se font des illusions sur les partis prétendument ouvriers, l'OCI ne fait que nourrir et renforcer ces illusions. Si, effectivement, les masses ne peuvent perdre ces illusions qu'à travers l'expérience des luttes (ce qui ne suppose pas nécessairement l'entrée du PC-PS au gouvernement), ces expériences ne serviront à rien si le parti ne les prépare pas, s'il n'annonce pas d'avance le rôle des traîtres, s'il ne met pas en garde les masses contre cette trahison inéluctable et n'essaie pas de prévenir ses effets funestes. L'OCI, elle, agit comme un agent recruteur de la Gauche, et cette action annule et ridiculise les « réserves » et les « critiques » qu'elle feint d'avancer.

Contre le renforcement du contrôle de l'immigration

Pour l'union combattante des prolétaires !

● Non au célibat forcé !

Après négociations avec les principaux Etats qui vendent « leurs » prolétaires, telles des marchandises, aux puissances impérialistes, le secrétaire d'Etat à l'immigration a soi-disant « rectifié » les mesures prises sur l'immigration familiale.

Après la barbarie ouverte de l'interdiction aux familles de rejoindre un travailleur immigré, c'est maintenant l'ignoble hypocrisie de l'entrée « autorisée », à condition que le conjoint ou les enfants du travailleur n'« aient pas accès au marché de l'emploi ». En septembre, Stoléro avait prétendu que les travailleurs seraient « perturbés » par la présence de « femmes et d'enfants oisifs » : en d'autres termes, le bétail humain importé n'est là que pour produire ! Aujourd'hui, le gouvernement permet « généreusement » aux familles d'entrer, mais il leur sera interdit de travailler, du moins légalement ! Et pour comble de cynisme, il stipule avec le gouvernement portugais un marché qui admet une exception pour les travailleurs de ce pays, afin de mieux diviser, non seulement les travailleurs immigrés et non immigrés, mais les travailleurs immigrés entre eux !

Mais les travailleurs ne se laisseront pas tromper par ce prétendu recul. Combien d'ouvriers immigrés pourront, dans ces conditions, faire venir leurs femmes et leurs en-

● Un grand pas en avant

L'attaque de classe de la bourgeoisie réclame une réponse de classe. Le Comité de coordination des Comités de résidents des foyers Sonacotra en grève a pris l'initiative de travailler à préparer une manifestation à laquelle sont appelés tous les travailleurs, français et immigrés, pour l'abrogation des mesures Stoléro et pour un front de lutte unitaire de tous les travailleurs contre les discriminations et la répression à l'encontre des travailleurs immigrés. Dans ce cadre, toutes les organisations, ouvertes ou politiques, immigrées ou non, se réclamant de la défense des intérêts de la classe ouvrière ont été invitées, sans exclusive, à s'associer à cet appel ou à le soutenir, sur la base d'un texte de clair contenu classiste et acceptable en principe par toutes, car sans aucun préalable programmatique.

TOUS A BARBES, LE 19 A 14 HEURES !

● Extraits d'un tract du Parti

Pour sa part notre parti, outre l'appel commun, auquel nous nous sommes associés sans réserves, a diffusé un tract en arabe développant la note parue dans notre n° 251, ainsi qu'un tract en français visant en premier lieu à appeler les travailleurs non immigrés à la solidarité de classe avec les travailleurs immigrés. Après avoir rappelé le contenu des mesures Stoléro, ce tract poursuivait :

(...) Parallèlement, les brimades administratives et policières se multiplient, de même que les attentats racistes (Marseille, Lyon, rue Sedaine à Paris où le cannibalisme de la bourgeoisie et de la canaille à ses ordres a causé plusieurs morts). Tous les jours, des travailleurs « sans papiers » ou soupçonnés d'être militants politiques ou syndicaux sont expulsés hors de France (comme récemment des travailleurs maghrébins, livrés aux prisons de Hassan). Des organisations sont dissoutes ou menacées de dissolution.

Le capital a toujours eu besoin, comme d'un oxygène vital, d'introduire des discriminations entre prolétaires. Mais les mesures et les attaques actuelles s'insèrent dans la pression accrue que le capital, contraint par sa récente crise mondiale et dans l'attente d'une nouvelle crise plus grave, fait peser sur TOUTE LA CLASSE OUVRIERE, et qui se manifeste aussi bien dans les licenciements massifs et le blocage des salaires, que dans les interventions de forces de police légales contre les usines occupées, ou l'utilisation des milices patronales et des bandes paralogales contre les ouvriers.

Dans une période où les tensions sociales ne cessent de s'accumuler, même si c'est de façon sourde et larvée, C'EST TOUTE LA CLASSE OUVRIERE QUE LA BOURGEOISIE CHERCHE A PARALYSER, dans la perspective de lui imposer de nouveaux sacrifices.

Elle sait que la FORCE des prolétaires peut être immense, quand ils sont tous unis sur le terrain de la lutte. Et les travailleurs immigrés, depuis plusieurs années, n'ont cessé de se battre au premier rang, tant contre les discriminations qui les frappent (circulaires Marcellin-Fontanet...) que contre les effets de l'exploitation : Chausson, Câbles de Lyon, Pennaroya, Renault... De plus en plus, ces luttes proclament leur caractère DE

fants ? Combien pouvaient, avant les mesures Stoléro, les faire venir, avec les salaires de misère, le chômage, et toutes les tracasseries administratives ? Insécurité et oppression croissantes : c'est le lot que le capitalisme a toujours réservé et réservera toujours à la classe des sans-réserves, qui ne peut soulager son sort que par une lutte pied à pied, qui ne cessera qu'avec la fin de ce système barbare, à l'échelle mondiale.

Les directions syndicales qui ont émis des protestations platoniques contre les mesures Stoléro première manière et se sont entremises — notamment la CGT auprès de l'UGTA algérienne — pour préparer la « rectification », se sont montrées une fois de plus les complices actives de leur maître, l'Etat impérialiste français. Rien d'étonnant de la part de gens qui proclament « Fabriquons français ! » et qui admettent le principe du contrôle de l'immigration selon les besoins de la sacro-sainte « économie nationale » : comme si les ouvriers français pouvaient avoir des intérêts en commun avec les patrons qui les exploitent, comme s'ils pouvaient avoir des intérêts opposés à ceux de leurs frères de classe étrangers !

Prolétaires immigrés et non immigrés, tous unis contre les mesures Stoléro ! Non au célibat forcé ! Nos familles avec nous !

Au défi lancé par la bourgeoisie, à travers les mesures Stoléro, à toute la classe ouvrière, le Comité de coordination a répondu en se plaçant résolument sur un terrain général de classe. Cet appel et cette manifestation marquent un pas en avant qui a une grande importance pour toute la classe ouvrière. Ils se situent sur une voie qui converge, de fait, vers une exigence cruciale et sur laquelle tendent aussi à s'engager tous les noyaux d'ouvriers d'avant-garde qui, plus ou moins consciemment, tendent à dépasser les intérêts catégoriels, locaux etc., et à tisser des liens de classe : celle de l'union combattante de tous les prolétaires, quelles que soient leur catégorie, leur nationalité, leurs convictions politiques, leur appartenance syndicale, contre la pression croissante de la classe ennemie.

CLASSE, cherchent à dépasser les divisions de nationalité, les limites d'entreprise et de région.

La lutte des résidents des foyers SONACOTRA, qui dure depuis bientôt trois ans et regroupe des travailleurs de 24 nationalités, n'a fait que s'étendre malgré toutes les entraves : les intimidations et la répression de la bourgeoisie, l'isolement dans lequel elle est tenue par les partis soi-disant « ouvriers » (PC-PS) et les directions syndicales opportunistes, qui ont tout fait pour tenter de divi-

En Angleterre : un exemple à suivre

Il y a un mois, le congrès du Labour Party adoptait une nouvelle clause du « contrat sociale » : pas d'augmentation de salaire supérieur à 10 % pendant les douze prochains mois.

Les travailleurs anglais viennent de répondre à cette prétention. Les pompiers réclament 30 %. Les mineurs ont refusé la prime de productivité proposée, et veulent des augmentations de salaires allant jusqu'à 90 %. Les fonctionnaires exigent, après deux ans de blocage, que leurs salaires soient réalignés sur ceux du secteur privé. « Et, dans les coulisses, les postiers, les enseignants et bien d'autres, attendent le résultat de cette

Par delà les « journées d'action » diversion

(suite de la page 1)

des avant-gardes combattives, ou à l'attaque ouverte contre les bonzes qui assument directement le rôle de gardes-chiourmes et se confondent avec la maîtrise (tri postal PLM).

Quand le patient donne des signes d'agitation, quand il a des bouffées de chaleur, les docteurs Maire et Ségué savent qu'une petite saignée s'impose : c'est ainsi qu'ils pratiquent la « journée d'action », simple exutoire sans perspectives, après lequel la classe ouvrière devrait retomber dans un sommeil moins agité. Beaucoup de prolétaires le savent : la journée du 1^{er} décembre n'est en soi qu'un dérisoire substitut à la lutte. Mais sans rien en attendre d'autre, sans se laisser

ser la lutte en poussant aux négociations foyer par foyer, pour la saboter en calomniant le Comité de Coordination des foyers en grève et en « négociant » dans son dos avec la direction de la Sonacotra. 86 foyers sont actuellement en grève. Par son ampleur, sa combativité, les intérêts et les méthodes de classe qu'elle revendique, cette lutte est un exemple pour tous les travailleurs.

Ce sont ces étincelles de lutte de classe que la bourgeoisie voudrait empêcher de s'étendre en s'efforçant d'intimider la masse des travailleurs notamment immigrés, et de prévenir une jonction entre eux et les travailleurs français. De là les discriminations, la répression, et aussi la propagande raciste et la démagogie qui tentent de dresser les ouvriers les uns contre les autres en prétendant que les travailleurs immigrés seraient les responsables du chômage, alors qu'ils en sont les premières victimes.

Prolétaires ! Camarades !

L'attaque de la bourgeoisie contre nos camarades immigrés est une attaque contre TOUTE la classe ouvrière. Elle appelle une riposte de TOUS les travailleurs : c'est une condition sine qua non non seulement pour mettre en échec les mesures Stoléro, mais pour souder les rangs du prolétariat et le renforcer en vue des luttes inévitables qui l'attendent. Seule la solidarité de classe cimentée dans la lutte peut permettre d'opposer à la force de la bourgeoisie la force que donne l'UNION COMBATTANTE DES PROLETAIRES par dessus les catégories, les entreprises et les nationalités. La solidarité active dans les luttes contre les empiétements du capital prépare le jour où le prolétariat aura la force de briser enfin ses chaînes, en mettant fin à toute exploitation et à toute répression.

Après avoir appelé les travailleurs à participer massivement à la manifestation du 19 et à soutenir la lutte des résidents des foyers Sonacotra et leurs revendications, le tract concluait :

SOLIDARITE TOTALE CONTRE LA REPRESSION, LES EXPULSIONS, LES ATTAQUES RACISTES ! POUR L'AUTODEFENSE OUVRIERE !

EGALITE TOTALE DES DROITS SOCIAUX, SYNDICAUX ET POLITIQUES POUR LES TRAVAILLEURS IMMIGRES ! CONTRE TOUTE POLITIQUE DE CONTROLE DE L'IMMIGRATION ! SUPPRESSION DE TOUTE ENTRAVE A L'ENTREE ET A LA CIRCULATION DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS FAMILLES !

Dans l'immédiat : ABROGATION DES MESURES STOLERU ! DES PAPIERS POUR TOUS ! NON A LA FERMETURE DES FRONTIERES !

Contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, POUR L'UNITE DE TOUS LES PROLETAIRES DANS UN MEME FRONT DE COMBAT !

LES OUVRIERS N'ONT PAS DE PATRIE ! PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNIS-SEZ-VOUS !

Parti Communiste International.

action pour décider si eux aussi affronteront le gouvernement » (Le Matin du 9 novembre). Les ouvriers des centrales électriques ont fait une grève d'une semaine et les marins de la marine marchande ont rejeté une « offre » d'augmentation de 10 %.

« Certains de ces mouvements, écrit J'informe du 11 novembre, ont été déclenchés par la base contre l'avis des directions syndicales. »

Mieux, c'est une gifle d'ensemble que les travailleurs ont infligé aux dévoués larbins de la paix sociale (tels Joe Gormley du syndicat des mineurs, qui avait reçu le premier la gifle... pour de bon). Un exemple à suivre.

Presse du Parti

Voici le sommaire du n° 21 de

il programma comunista

- Terrorismo e comunismo.
- Ottobre rosso alla rovescia.
- Per la ripresa della lotta proletaria intorno a rivendicazioni di classe.
- Antimarxismo in cattedra.
- Lettera dall'America : Stentata ripresa economica e malessere sociale.
- Quadrante internazionale.
- Corno d'Africa : Contrasti interimpérialistici e movimenti autonomistici.
- Il « nuovo ordine monetario » (II).
- Lotte operaie e nostri interventi : Montefibre, Ospedalieri, Tessili, Sandonatese.

✱

REVUE THEORIQUE N° 74 (septembre 1977) programme communiste

- La nouvelle Constitution soviétique : un nouveau pas dans l'aveu de la nature capitaliste de l'U.R.S.S.
 - La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale (IV)
 - Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (III)
 - Parti révolutionnaire, ou cénacle de « marxologues » ?
- 92 pages - 8 F

✱

Kommunistisches Programm

✱

EL PROGRAMA COMUNISTA

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e dimanche de chaque mois, donc le 13 novembre et le 11 décembre, de 10 h à 12 h, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h à 12 h, au café « A l'habitude » (Tour Perret), soit le 4 décembre.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 10 h à 12 h (derrière l'Eglise) le premier dimanche de chaque mois, soit le 4 décembre.

● A Lyon : le premier vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 2 décembre.

● A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt, soit le 3 décembre.

● A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e). Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le troisième dimanche de chaque mois, soit le 20 novembre et le 18 décembre.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zürich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les mercredis de 18 h à 20 h ainsi que le premier et le troisième samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, soit le 3 et le 17 décembre, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE

POUR LA SUISSE

BP 130 1211 GENEVE-13

directeur-gérant

F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926